

L'élection présidentielle a eu lieu en Algérie. Boutflika, gravement malade, impotent, ne pouvant s'exprimer ou même tenir debout est reconduit pour un quatrième mandat. Avec une majorité



é de voix parmi celles des 20% de votants que son staff de campagne a pu mobiliser pour la circonstance. Les autres Algériens, 80 % des citoyens en âge de voter, se sont détournés de ce vote. Les partisans du boycott, les militants des partis d'opposition, la masse des abstentionnistes et la grande partie de la jeunesse du pays refusent la reconduction de Boutflika à la Présidence de la République. Et la participation à l'élection de personnalités comme Benflis n'y a rien fait. D'ailleurs beaucoup de citoyens n'y ont vu qu'un acte de complaisance pour tenter de crédibiliser un scrutin ne présentant aucune réelle alternative.

Pas d'alternative crédible pour le commun des Algériens certainement, mais pas pour les décideurs qui ont toutes les raisons de maintenir Boutflika à la tête du pays. A cette fin, ils utilisent les moyens de l'Etat pour faire campagne et mobilisent la force publique (polices, brigades antiémeutes, gendarmes, mouchards etc...) pour réprimer les mouvements de contestations qui éclosent un peu partout contre ce scrutin inédit. Les organ

is  
ations de la  
sociét

é  
civile (à l'exemple de Barakat, Mouvements étudiants, Mouvement culturel berbère, Mouvements citoyens des Aures, du Mzab, Associations de défense des droits de l'homme, etc...), les syndicats professionnels, les mouvements de chômeurs, les partis d'opposition politique (front du Boycott contre le 4

e  
mandat, rassemblements des forces d'oppositions) et bien d'autres encore, tous réagissent vivement pour dénoncer la mascarade électorale et réclamer la démocratie et l'instauration d'un Etat de droit dans le pays.

Ce choix d'une répression brutale et d



émesurée de la contestation populaire est à la mesure des enjeux de cette élection peu commune

Nous ne sommes pas en présence d'un pouvoir fort, homogène, et soucieux de l'intérêt national et de la paix civile. On a affaire à une classe politique fragilisée par ses luttes intestines qui, phénomène nouveau en Algérie, apparaissent maintenant au grand jour. Luttés pour

le contrôle des leviers du pouvoir et par là même des ressources et des richesses du pays. Le règne de Boutflika a permis de reconfigurer la physionomie et les équilibres des rapports de force au sein de la mosaïque de clans qui constituent le pouvoir. Ne dit-on pas que le Président a placé ses affidés aux postes clés de l'Etat (Conseil Constitutionnel, Ministères justice, intérieur), consolidé le pouvoir du monde des affaires (et de la corruption) et démembré les structures des puissants Services de Renseignements de l'Armée. La maladie l'a certainement empêché de parachever son œuvre et de stabiliser les appétits. De sorte que le système se retrouve dans un équilibre instable en proie à des tiraillements qui le paralysent. Dans ces conditions le maintien du statut quo, c'est-à-dire de Boutflika, impotent mais vivant, à la Présidence de la République est à même de réaliser un compromis provisoire. D'où la honteuse mascarade que le gouvernement vient d'organiser pour maintenir le Président malade dans un rôle qu'il ne peut assumer.

Mouh at Amar

Et maintenant quelles perspectives pour le Pays ?

Ci-dessous deux points de vue d'observateurs de la scène politique algérienne

**Nadjia Bouaricha ( journaliste)**

« Le cap de 50 années dans la vie d'une nation est un carrefour dans lequel des choix s'opposent et se proposent, et où les tenants du pouvoir, rattrapés par leurs échecs, leurs scandales, par l'âge avancé et les inconstances de la vieillesse, se mettent à calculer leurs pas. Le pouvoir en Algérie, et pas seulement Bouteflika, est comme un vieux patriarche qui refuse de prendre sa retraite, et qui à trop vouloir s'obstiner à ne rien céder de sa domination, multiplie les faux pas, refuse même la main qui lui est tendue pour prendre congé, croyant se défendre, il précipite sa chute en se souciant peu de ce qu'il pourrait advenir après lui de l'objet de sa situation de dominant.

Le régime vit-il donc ses dernières heures, son agonie ? Est-il réellement finissant ? A voir l'état de son candidat, nous sommes tentés de croire qu'il arbore déjà l'image d'une criante faiblesse. Le mythe d'un pouvoir fort, d'un régime superpuissant est définitivement à bannir. «Vous ne nous faites pas peur mais pitié», sont tentés de dire les millions d'Algériens, qui dans leurs demeures, leurs champs, leurs bureaux, sur leurs bancs d'étudiants et ceux adossés aux murs du non-emploi, votent tous les jours contre le régime, en lui jetant à la figure leurs désintéret et rejet. Ils n'éprouvent même plus le besoin de le dire face aux brigades antiémeute ni de le jeter en bulletin dans des urnes piégées, ils préfèrent regarder ce monstre s'auto-anéantir avec ses propres armes, et attendre l'heure de lui asséner le coup de grâce consacrant la fin d'une trop longue présence.

Non, le régime n'est pas fort, il est faible et même à genoux, incapable de se mettre debout comme son candidat. Il est faible par la médiocrité de sa clientèle, faible par son discours à court d'arguments, faible par son incapacité à désamorcer une longue situation de blocage, pas même à coups de milliards de [dollars](#) dépensés. Ce pouvoir, qui n'a pour arme que son armée et sa rente, se maintient par la faveur de ses blindés et du système de corruption. Il se maintient grâce à de faux bulletins de santé, à des mises en scène de vie politique, ou à des intrigues de coulisses qui accouchent de rumeurs, d'intox et de manipulations. En somme, il a la force des faibles, celle de l'argent et du coup de poing.

L'Algérie vit, en ce moment, un énième coup de force contre tout projet de transition démocratique. La vieille garde prétorienne a fait le choix du pire, elle impose et dispose à sa guise d'un statu quo suicidaire pour le plus grand pays d'Afrique menacé pourtant de toutes parts. L'Etat doit être sauvé des griffes de ce régime pour éviter de sombrer avec lui. L'heure est grave et mérite d'être mesurée au-delà de la seule date du 17 avril.

El Watan 5/03/2014

### Rachid Grim (Politologue)

Un changement immédiat, certainement pas. Le 18 avril n'est que le départ d'une nouvelle étape des 15 années passées sous la gouvernance Bouteflika. Certains avaient craint (et beaucoup d'autres l'avaient espéré) que la défaite électorale de Benflis allait être le point de départ d'une contestation massive du pouvoir par la rue. Une contestation pacifique et permanente qui finirait par être brutalement réprimée par la force publique. Une répression qui alimenterait d'autres contestations de moins en moins pacifiques jusqu'à l'intervention de l'armée pour instaurer une période de transition qui aboutira à «la deuxième République» que tant de partis et de personnalités appellent de leurs vœux. Ces personnes avaient beaucoup misé sur le courage politique du candidat Ali Benflis qui leur avait juré qu'il ne se tairait pas en cas de fraude et qu'il appellerait le peuple à «défendre son vote» et «refuser le vol ou le détournement de ses voix». Au lieu de cela, la voix de Benflis s'est tue ou il ne parle plus que de création d'un nouveau parti. Envolée la révolution pacifique massive qu'il promettait au peuple algérien.

Benflis a participé très fort à pérenniser le système qu'il déclarait pourtant vouloir abattre. Le changement pacifique ne sera pas pour demain. Ni pour après-demain. Il viendra petit à petit,

une fois les fruits de la contestation du 4<sup>e</sup> mandat devenus mûrs et que la jeunesse prendra directement son avenir en main et exigera un changement radical du système de gouvernance du pays. Cela prendra du temps, mais surviendra certainement. Pour le moment, les choses continueront comme avant, avec certainement quelques petits changements significatifs qui tenteront de concrétiser une partie des promesses électorales faites au nom de Boutflika : service militaire ramené à une année, déjà décidé mais non encore appliqué ; renforcement des investissements dans les secteurs sociaux ; création de nouvelles wilayas ; réforme de la Constitution, avec peut-être l'officialisation de la langue amazighe, etc. Serait-ce suffisant pour garantir la pérennité du système ? Certainement pas

El Watan 26/04/2014